

# Déclaration préalable SNUipp

## Conseil de formation vendredi 2 octobre



L'an dernier, le Plan Académique de Formation est arrivé avant que le Conseil de Formation Continue et/ou une présentation aux Organisations Syndicales aient eu lieu.

La part importante de ce qui va nous être présenté aujourd'hui a déjà été portée à la connaissance des directeur.trice.s lors des réunions de rentrée.

Les modalités de formation, les orientations générales et leur adéquation avec la réalité du terrain n'ont donc pas pu être interrogées auparavant.

Une question se pose alors : quel est donc le rôle du conseil de formation ?

En tant que représentants du personnel, nous vivons cela comme une négation de notre expertise et de notre représentativité. De même, nous pensons que certaines questions ont tout intérêt à être discutées en instance avec les acteurs de la formation que sont les CP, les PEMF, canopé, les représentants de l'INSPE, les IEN et ce en amont de la finalisation du PAF.

Des techniciens de la formation ne peuvent tout seuls avoir une expertise sur une question si vaste que la formation. Or nous avons le sentiment, à découvrir les documents préparatoires, qu'ils sont une mise en tableau des directives de M. Blanquer sans construction avec le terrain.

Nous nous étonnons que l'Education Nationale soit à ce point démunie de pédagogie et de démocratie interne quand il s'agit de ses propres personnels.

Nous lisons dans les documents qu'aucun moyen supplémentaire pour la formation des enseignants ne sera déployé.

Nous lisons dans les documents qu'une révolution pédagogique est en marche, qu'il s'agit de faire la place à l'enseignement du français et des maths comme l'entend notre ministre, au mépris de la liberté pédagogique alors que les programmes de 2015 sont toujours en vigueur.

Passons sur le fond de cette révolution rétrograde maquillée de pseudo réflexion et construction collective.

Derrière les termes « parcours », « constellations », les conseillers en communication de M. Blanquer cherchent à vendre la piste aux étoiles. Il ne faudra pas longtemps aux collègues pour y déceler un trou noir.

Ce ne serait pas si grave si les besoins réels du terrain n'était si dramatiquement collés à l'urgence sociale à laquelle les enseignants se heurtent quotidiennement sans ressources ni soutien pour y faire face.

Nous lisons dans les documents que les CP devront consacrer l'essentiel de leurs missions à cette révolution pédagogique, abandonnant des projets, des soutiens mis en place avec les équipes.

Sur le terrain, si révolution il y a c'est bien une révolution professionnelle, amplifiée par le post-confinement, relative aux difficultés liées aux conditions de l'inclusion, à la prise en charge des élèves en grosse difficultés sociale, familiale puis scolaire, à l'abandon par l'institution de la médecine scolaire, des structures spécialisées, du médico-psycho pédagogique.

A l'heure de la création d'un service public de l'inclusion scolaire, à l'heure de l'objectif affiché de 98% d'inclusion, où est la formation pour les 100% d'enseignants qui relèvent maintenant de l'ASH ?

Nous cherchons les lignes sur ce PAF qui traitent de ce sujet...

Qui actuellement peut faire le pari que l'école réduira les inégalités alors qu'on la prive de tous ses moyens d'agir ?

A l'heure d'une crise des recrutements, à l'heure où de nombreux collègues nous font part de leur mal-être au travail, nous cherchons les formations sur les gestes et les postures professionnels que nous n'avons eu de cesse de réclamer au même titre qu'une réelle médecine du travail.

Nous entendons souvent dans les médias que la formation continue est la clé de bien des problèmes. Nous en convenons dans la mesure où cette formation permet aux collègues d'appréhender leur métier comme un métier intelligent où il est permis de concevoir, de chercher et de s'ouvrir à d'autres horizons. Cet aspect faisait partie intégrante de notre métier et le rendait attractif. Ce qui il y a quelques années se jouait sur 3 semaines- 1 mois de stage avec un formateur et un groupe de collègues, se joue aujourd'hui sur 4 jours dont 2 en distanciel et à la condition préalable de présenter un projet.

Est-ce cela une politique ambitieuse de formation continue ?

Nous savons tout le bien que pense M. Macron du paritarisme. Nous pensons que les choix effectués aujourd'hui en terme de formation, au mépris du travail de l'ensemble de ses acteurs (enseignants, formateurs ou intervenants) vont à l'encontre de l'intérêt général et de la bonne santé du Service Public d'éducation dans son ensemble. Cette application des directives nationales émane d'un Ministère hors sol qui continue de démanteler un service public en s'attaquant à ce qui le rendait opérationnel. Il utilise les maigres moyens de soutien aux enseignants pour appauvrir leur pratiques et cantonnent enseignants et formateurs à des rôles d'exécutants.